

J'ai longtemps cru que les institutions internationales arriveraient à vaincre les résistances au changement de certains grands pays. Le règlement de la crise climatique, pensais-je, serait donc le résultat de décisions prises au plus haut échelon planétaire et, suivant une approche descendante (*top-down*), ces choix finiraient par s'imposer à tous. La gravité et l'ampleur du défi climatique devaient mettre d'accord les principaux décideurs politiques sur la marche à suivre pour aboutir à un consensus ambitieux.

Or, depuis plusieurs années, les sommets internationaux sur la protection de l'environnement m'ont montré que j'avais tort. Depuis l'accord de Paris en 2015 et l'élan d'espoir qu'il a suscité, les conférences se succèdent et n'amènent pas les résultats escomptés. Il m'apparaît désormais évident qu'il faut aussi chercher la solution ailleurs. Mais où ?

Car après tout, la situation est assez claire: nous devons impérativement mettre un terme aux émissions de gaz à effet de serre, endiguer la pollution de nos océans, de nos sols, et de notre atmosphère, réduire le gaspillage de nos ressources naturelles et protéger la biodiversité d'une catastrophe annoncée.

#### Nous sommes sur la bonne voie

Face à la frustration que provoquent l'inertie et le manque de résultat des négociations internationales, de nombreuses villes se mobilisent afin de promouvoir un mode de vie plus durable et font preuve d'un esprit pionnier en matière de lutte contre le changement climatique. Comme des pixels isolés sur un écran, qui se multiplient jusqu'à former l'image d'un futur souhaitable.

Des villes et régions belges ont aussi fait part de leur intention de mettre l'écologie au cœur de leurs priorités. Ces jours-ci, j'ai le plaisir de commencer une collaboration avec la Ville de Bruxelles qui rejoint le défi de la Fondation Solar Impulse: rechercher 1000 solutions financièrement rentables pour protéger l'environnement. Nous travaillerons ensemble afin d'implémenter ces solutions à l'échelle de la ville et promouvoir des entreprises in-

novantes belges dans le monde. Depuis près d'un an, une telle collaboration avec la Wallonie a montré que nous étions sur la bonne voie.

Copenhague veut devenir la première ville neutre en carbone au monde d'ici 2025, New York vise à réduire ses émissions de 80% au cours des 30 prochaines années, Paris va interdire les véhicules diesel d'ici 2024, et Genève a banni le plastique à usage unique depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

La transition écologique aura donc lieu grâce aux villes et aux régions. L'échelon municipal et régional, plus proche des citoyens et des préoccupations du quotidien, peut véritablement permettre d'opérer le nécessaire changement de nos modes de vie et le développement de solutions propres. C'est de ce terreau local que naîtra le soutien indispensable au Green Deal que lance courageusement la nouvelle Commission européenne.

#### Les défis urbains

Parce qu'elles représentent aujourd'hui plus de la moitié de la population mondiale, consomment 78% de l'énergie et produisent plus de 60% des émissions de gaz à effet de serre, les villes doivent être en première ligne dans l'implémentation de technologies propres.

Les systèmes urbains qui composent nos villes peuvent gagner en efficacité et en durabilité grâce aux technologies propres qui sont d'ores et déjà à notre disposition. Il est aujourd'hui possible de rendre nos bâtiments plus économes en énergie et en eau, de mettre en place des modes de transport moins polluants, de réduire, recycler et réutiliser nos déchets, d'encourager le partage des ressources, de favoriser une consommation plus locale et de promouvoir une économie circulaire.

Pendant des siècles, les villes ont été des centres d'échange, de commerce, de culture et d'innovation et ont vu naître certaines des plus grandes idées de l'humanité. Face au défi immense que nous devons collectivement relever, les villes doivent impérativement être au cœur de la lutte contre le changement climatique.

→ Les intertitres sont de la rédaction.

## OPINION

# Bruxelles a besoin d'un musée des migrations

■ Il est temps de mettre en lumière les parcours – toujours aussi méconnus – de ces migrants du passé et d'aujourd'hui.



**Hajar Ould Ben Taib**

Chercheuse en histoire de l'immigration à l'université Saint-Louis-Bruxelles

Vendredi dernier, le ministre-Président Rudi Vervoort annonçait au parlement régional la possibilité de l'ouverture d'un musée des migrations au Petit-Château, à Bruxelles, lieu utilisé par Fedasil comme centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Plus qu'une déclaration d'intention, il est temps que les politiques concrétisent ce projet de musée des migrations défendu depuis plusieurs années par la société civile et le monde académique. En effet, alors que plusieurs grandes villes européennes ont érigé un musée dédié à leur passé migratoire, Bruxelles, qui forme dès la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle l'une des zones de concentration les plus importantes d'étrangers en Belgique, en est toujours dépourvue.

#### Un peu d'histoire

Après la Seconde Guerre mondiale, le secteur du charbonnage enregistre une forte demande de main-d'œuvre. Le métier de mineur est alors largement déconsidéré au sein de la population belge, notamment à cause de la qualité médiocre des conditions de travail due à des installations vieillissantes. Ainsi, très peu de Belges acceptent de travailler dans les mines. Après avoir fait appel aux Italiens, aux Espagnols et aux Grecs, la Belgique signe le 17 février 1964 un accord bilatéral avec le Maroc prévoyant l'envoi de travailleurs accompagnés de leurs familles. En 1974, suite au premier choc pétrolier et à la montée du chômage, une loi interdisant l'immigration, à l'exception de celle liée aux dispositions du regroupement familial, est votée. Cette crise ne provoque pas le retour massif des immigrés dont le pays d'origine reste perçu comme peu attractif. Ce phénomène de "non-retour" ou "mythe du retour" provoque de profondes tensions xénophobes de la part de la société civile, alors que les immigrés prennent brusquement conscience de la nécessité de s'adapter à des structures qui n'étaient finalement plus seulement celles des "autres". Pour les autorités publiques, il était dès lors temps de mettre en place une politique qui puisse, à long terme, gérer les enjeux sociaux liés à l'immigration.

Cinquante-six ans après la signature de cet accord, les difficultés liées à la gestion de la diversité culturelle, souvent confon-

dues avec les questions migratoires, persistent et se renforcent. Alors que les problématiques liées à l'installation des populations immigrées sont surreprésentées dans les médias et dans l'opinion publique, leurs trajectoires historiques restent encore largement méconnues.

Nous le constatons tous les jours: la question migratoire est devenue un phénomène majeur des sociétés contemporaines. Les guerres, les distorsions économiques toujours grandissantes entre les pays pauvres et les pays les plus riches mais aussi la dégradation de la planète suite au réchauffement climatique ne cessent de nourrir ces flux migratoires. Le moment n'est-il pas venu de lever le voile sur les parcours – toujours aussi méconnus – de ces migrants du passé et d'aujourd'hui ?

#### Un besoin urgent

Cet espace, qui devra articuler l'histoire et la mémoire, serait dédié à une représentation partagée du passé, permettant notamment aux jeunes issus de différentes vagues migratoires de construire une identité sociale positive et de développer un fort sentiment d'appartenance. Ainsi, l'inclusion des populations migrantes et de leurs descendances, dans un projet urbain commun tel qu'un musée est un défi structurel, politique, économique, social et culturel qu'il est important de relever pour qu'un vivre ensemble plus harmonieux puisse voir le jour.

En fournissant des données significatives sur l'histoire migratoire, qui a indéniablement façonné le paysage actuel de la capitale, ce musée peut aussi être une réponse aux problématiques rencontrées par les autorités éducatives bruxelloises. En effet, pour les enseignants, étudier l'histoire des migrations permet de susciter plus de tolérance chez les élèves en déconstruisant leurs préjugés. Cette thématique, encore absente des référentiels scolaires, est pourtant nécessaire afin de reconnaître, exploiter et valoriser la diversité des classes dans un climat d'intercompréhension. La valorisation du passé migratoire de notre ville est une étape obligatoire si on désire promouvoir une société inclusive, c'est-à-dire une société qui intègre toutes ses composantes dans un récit commun.

Dès lors, l'introduction dans les référentiels scolaires de l'histoire des migrations et l'ouverture d'un musée des migrations à Bruxelles répondent à des enjeux sociétaux forts qu'il devient urgent de relever.

→ Titre, chapeau et intertitres sont de la rédaction. Titre original: "Une commémoration dans l'action: 56 ans après la signature des accords bilatéraux entre la Belgique et le Maroc, Bruxelles veut son musée des migrations".